

1 Les débuts de l'engagement politique, Michel étudiant révolté, membre de l'UEC et du PCF

Naissance à Saint Malo, 2 juillet 1939.

Etudes primaires et secondaires à Saint Malo

Un corsaire breton

Classe préparatoire Sup ATOM, interne à Janson de Saily, octobre 1956

Rassemble un petit groupe d'étudiants communistes (PCF, UECF)

PCF > Paix en Algérie

Michel > Insoumission, indépendance du peuple algérien, décolonisation

coordination avec étudiants UNEF, UNEF Grandes Ecoles , lycéens

Viré de Janson (internat et prépa) > Jean Baptiste Say, courant 1958 ?

Coup d'état militaire à Alger Massu 13 mai 1958

Entre à l'Institut d'Optique octobre 1958

Réformé pour sa taille pas pour sa mauvaise vue !!!

Fais la connaissance de Danielle qui milite comme lui au PCF, 1959

Mariage en 1960, pour pouvoir aller au ski !!!

2. L'UEC et la guerre d'Algérie

Michel invité à quitter l'Institut d'Optique sans son titre d'ingénieur **1961**

Referendum sur l'autodétermination en Algérie **8 janvier 1961** 75 % oui

Affaire Servin Casanova **février 1961** > exclusion d'intellectuels « révisionnistes », divergence sur la question algérienne

Michel est dans le courant italien de Robrieux : polycentrisme, rôle des intellectuels, transparence des débats, mandats de durée limitée, rotation des cadres.

révélation des tortures et exécutions sommaires en Algérie, massacre des algériens qui manifestent dans Paris contre le couvre feu (**17 octobre 1961**)

Michel avec l'UEC participe aux manifestations interdites aux côtés du PSA, et des signataires du manifeste des 121 et diffuse Témoignage et documents Vérité- Liberté

Echec du putsch des généraux à Alger **27 avril 1961**, les appelés ne suivent pas

L'OAS multiplie les attentats, la divergence entre PCF et UEC sur la question algérienne disparaît

Michel est dans la manifestation du **8 février 1962** 8 morts de Charonne, et aux obsèques le **13 février** (plusieurs centaines de milliers de personnes)

Michel participe à l'organisation de la garde des personnes menacées Alfred Kastler, Laurent Schwartz...

**3ième cycle d'astrophysique d'Evry Schatzman Octobre
1961**

**« Sous-service de physique astronomique » Wlérick
Lallemand 1963 Caméra électronique en verre Pic
du Midi OHP, regard critique sur le mode de
fonctionnement du service**

3. La Crise de l'UEC, l'exclusion du PCF

La guerre d'Algérie terminée, la crise de l'UEC reprend de plus belle et préfigure les débats de 68, schématiquement:

- orthodoxes du PCF
- trotskistes
- pro italiens
- althusériens de l'ENS

Michel participe au congrès UEC de Palaiseau en **mars 1964**, empoignade générale dont les italiens croient sortir vainqueurs

Avril 64 manifestation contre la force de frappe et les expériences nucléaires, plus de 200 000 personnes dans le parc de Sceaux, kermesse printanière où toutes les divisions de la gauche s'estompent, beaucoup, de manifestants de l'Observatoire, dont Michel.

Congrès UEC de Montreuil en **janvier 1965** reprise en main de l'UEC, puis « nettoyage » des contestataires dans le PCF

En 1966, la section du PCF (ou sa cellule locale?) refuse que Michel paye sa cotisation. C'est le traitement réservé aux militants qui doivent « s'exclure d'eux mêmes », il se retire aussi de l'UEC

Le combat est transporté ailleurs, les ex militants anti-stals du PCF vont se disperser, ils seront les germes du mouvement de mai 68.

4. Michel, militant révolutionnaire du SNESup

Michel est recruté sur un poste du corps des astronomes. Il adhère à la section SNESup de l'Observatoire de Meudon

il entre au bureau national en même temps qu'Alain Geismar en 1964.

**Il écrit avec A Behar "Pour une petite révolution culturelle à l'université" Bulletin SNESup mars 67
texte fondateur de la future ligne du syndicat pendant les évènements de mai 1968**

Cet article et plusieurs de ses contributions montrent qu'il est déjà parfaitement conscient de l'emprise croissante des mouvements gauchistes dans les revendications qui se radicalisent tant en France qu'à l'étranger. Il souligne que la conjoncture internationale est favorable à une prise de conscience révolutionnaire.

Deux positions s'affrontent dans le SNESup, la majorité considère que la crise de l'université s'explique par le manque de moyens, l'insuffisante formation des maitres, la séparation de l'enseignement et de la recherche et la sélection.

La minorité dans une motion « Syndicalisme ou corporatisme » co-signée par Michel demande une révolution : Les universitaires doivent démystifier l'idée que les moyens peuvent suffire, situer l'Université dans la société, révéler et mettre en action les forces de rupture. Pour réformer l'université il faut changer la société qui l'abrite.

Geismar est élu secrétaire général du SNESup. Ce changement de majorité est en lui-même un signal avant coureur de mai 68.

Michel va s'investir à fond et rentré en contact suivi avec toutes les sections de Paris et de province,

A partir de mars 68 les évènements se précipitent, Cohn Bendit lance l'occupation de la faculté de Nanterre et le mouvement du 22 mars.

Le 3 mai le recteur Roche panique à l'arrivée de la masse d'étudiants appelés par l'UNEF à manifester dans la Sorbonne.. Il appelle la police qui arrête 574 manifestants dont Sauvageot vice président de l'UNEF, Cohn Bendit, Krivine et d'autres têtes du mouvement contestataire.

Cette entrée de la police dans un sanctuaire universitaire est sans précédent, ce sera le détonateur de mai 68.

Au bureau National du SNESup Michel , avec Abraham Behar, contacte pendant la nuit et la matinée du samedi toutes les sections SNESup et recueillent leur approbation unanime pour un appel à la grève générale dans les universités, grève illimitée avec occupation des lieux et débats dans les amphis.

James Marangé secrétaire général de la FEN est ébranlé par le résultat de cette consultation et décide de contacter les centrales ouvrières CGT et CFDT pour étendre le mouvement.

Le 12 mai le SNESup, l'UNEF, l'UGE et les CAL d'un côté ; la FEN, la CGT et la CFDT de l'autre, finissent par se mettre d'accord pour « suivre la base » et lancent un appel à une grève générale et à une

manifestation le lundi 13 mai date anniversaire du « coup d'état » d'Alger.

Ce jour là un million de manifestants à Paris et dans les grandes villes de province ont crié « dix ans ça suffit ». Comme beaucoup d'anciens de l'UEC nous avons cru qu'un processus révolutionnaire était enclenché.

5 Retour à la base : Verrières et Observatoire

Michel apprend qu'à Verrières la grève avec occupation décidée en AG le lundi 20 s'attaque à la direction du laboratoire par J.E. Blamont et exige un nouveau statut .

Il décide d'aller à l'observatoire pour soutenir et étendre ce mouvement. Une AG est convoquée à la cantine, il galvanise l'assistance et appelle à la solidarité avec Verrières. Il dénonce la structure mandarinale des services de l'Observatoire, conçus sur le même modèle que le service d'aéronomie. Cette AG a marqué un tournant . Il ne serait plus possible de conserver le statut de l'observatoire. Les actions contre les restes de pouvoirs mandarinaux ont déferlé pendant quelques mois.

En juin Lebeau, directeur des programmes du CNES avant d'entrer dans le fort de Verrières a demandé à Michel de le prémunir de toute séquestration par les activistes opposés à Blamont. Ceci vous donne une idée du climat de tension qui régnait à Verrières, la scission du labo et la création du LPSP qui devint plus tard l'IAS constitue sans doute dans l'astronomie, un des effets les plus visibles et les plus exemplaires de mai 68.

6 La désagrégation du rêve révolutionnaire

Après les accords de Grenelle le 27 mai (qui n'ont en fait jamais été signés) les centrales syndicales consultent la base sur des résultats quantitatifs qui ne remettent pas en cause le modèle social.

La participation du SNESup à la manifestation de Charléty, où Mendès France et Mitterrand sont venus offrir leur service à la mise en place d'un gouvernement de transition a divisé le bureau national.

Michel comme beaucoup d'anciens de l'UEC ont compris que l'on revenait « au métro boulot dodo, aux gommes et aux crayons » et qu'on abandonnait la révolution La jonction opérée le 13 mai est en désagrégation, l'imagination n'est plus au pouvoir..

Le SNESup comme ses militants de base oscille entre deux positions contraires : utiliser les dispositions de la loi Faure pour gérer les universités de façon plus démocratiques ou dénoncer la participation comme un instrument visant à étouffer l'aspiration à une évolution radicale de la société

La majorité bascule en juillet 1969 et le bureau national se compose très majoritairement de partisans de l'action syndicale dans le cadre de la loi Faure votée par l'assemblée nationale

Michel cesse de militer au syndicat, le réformisme ne l'intéresse pas, en revanche il pense que l'imagination peut rester au pouvoir dans le cadre de son activité professionnelle : la recherche

7 l'Observatoire et le Manifeste.

La loi Faure a totalement retourné la situation statutaire des universités : au lieu de mandarins autocrates contestés par des syndicats, la loi va créer des universités « démocratiques » cogérées par des conseils où les syndicats se trouveront dans la position de gestionnaire et de contrôleur

Le dernier acte de l'engagement politique de Michel est lié à sa volonté d'encourager l'initiative scientifique dans l'élaboration de projets collectifs. Il refuse que le conservatisme ou la défense d'intérêts acquis viennent contrecarrer le développement de projets nouveaux. La seule façon de permettre une évolution des programmes scientifiques est d'assurer la définition des priorités par une prospective et des débats ouverts à tous. Une fois les priorités définies il convient de redéployer les moyens humains et financiers en conséquence ; le pouvoir exécutif doit être délégué pour une mandature à des personnes dégagées de tout engagement syndical ou partisan.

Bien souvent dans l'Observatoire les syndicats ont attribué aux signataires des textes du Manifeste ou à leur représentants dans les conseils et en particulier à Michel la volonté d'écraser les droits syndicaux, c'est un procès d'intention injustifié. Michel était à coup sûr contre la ligne réformiste des syndicats mais leur reconnaissait le droit d'avoir cette ligne.

Son action sur la situation des contractuels INAG CNES montre qu'il était encore prêt à s'engager pour la défense des droits des personnels.

En revanche il était foncièrement contre l'intrusion des syndicats dans la direction et la mise en œuvre des priorités car il a toujours refusé dans son principe la

cogestion au niveau exécutif il considérait qu'elle introduisait la confusion des responsabilités.

Je voudrais enfin évoquer une cohérence toute relative de Michel, en ce qui concerne le régime des thèses, il a toujours considéré les diplômes comme un des masques sociaux destiné à justifier les hiérarchies, il n'a donc pas soutenu de thèse et n'a à ma connaissance jamais participé à un jury de thèse. En revanche il a publié de nombreux articles avec des jeunes à qui il laissait la première place pour défendre leur candidature sur des postes d'entrée au CNRS ou à l'Observatoire. Nous dirons donc qu'il a contre son gré encadré des thèses.

Michel était une personnalité aux angles vifs et acérés, aux convictions tenaces enracinées dans une tête de breton, c'était surtout un grand entraîneur d'équipe. Il portait une attention toute particulière à la formation et à l'enseignement des jeunes car il savait qu'il était devenu ce qu'il était grâce à l'orientation que ses parents avait su guider. Sous une carapace gaullo-gauchiste (le terme est de son épouse) se cachait un être profondément humain.

Merci d'avoir tenté de nous emporter dans un monde réellement social .